



Le financement international et le soutien politique envers l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA)¹ est de nouveau victime d'une polémique ces dernières années. Cette fiche-info utilise le matériel de l'UNRWA et de quelques autres sources pour démentir les allégations malveillantes circulant à son sujet.

Mythe: L'UNRWA perpétue, au lieu de résoudre, la situation des réfugiés palestiniens

FAIT: L'UNRWA n'a pas été mise sur pied pour fournir une solution politique aux réfugiés de Palestine mais plutôt de satisfaire les besoins humanitaires des réfugiés en attendant un règlement politique. La résolution de l'ONU qui a créé l'UNRWA se concentre sur le besoin de prévenir des « conditions de famine et de détresse » chez les réfugiés palestiniens et de « favoriser des conditions de paix et de stabilité »².

Plusieurs décennies suivant sa fondation, l'UNRWA continue d'exister car les circonstances politiques auxquelles font face les réfugiés palestiniens n'ont fondamentalement pas changées, pour ne pas dire empirées au fil du temps. Contrairement aux dispositions du droit international et des résolutions de l'ONU afférentes, Israël a toujours refusé le rapatriement des réfugiés palestiniens. Les pays ayant accueillis les réfugiés (Jordanie, Syrie et Liban) refusent leur naturalisation, sous prétexte qu'une telle action refléterait une concession au refus initial d'Israël de les réadmettre. Finalement, bien que les réfugiés aient été libres d'accepter la réinstallation dans un pays tiers et que certains y ont consenti, une telle option n'a jamais été offerte ni acceptée par la majorité des réfugiés.

Mythe: L'UNRWA pourrait être remplacée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR)

FAIT : L'UNRWA et l'UNHCR sont toutes deux des agences de l'ONU créées par la communauté internationale pour desservir des populations de réfugiés spécifiques. L'UNRWA s'occupe spécifiquement de la situation politique unique des réfugiés de la Palestine. Le mandat de l'UNHCR exclut les réfugiés étant sous la protection de l'UNRWA, bien que les réfugiés palestiniens se trouvant hors des communautés desservies par l'UNRWA se retrouvent sous les soins de l'UNHCR. Les Palestiniens ne se distinguent pas de manière qualitative des autres réfugiés du monde et ce n'est que par cette séparation institutionnelle qu'ils maintiennent leur distinction juridique. Dans le cas où les opérations de l'UNRWA devaient cesser, la *Convention relative au statut des réfugiés* de 1951 s'appliquerait alors aux Palestiniens et ces derniers seraient alors inclus dans le mandat de l'UNHCR.³ Cependant, comme noté ci-dessus, aucune des solutions durables habituellement offertes aux réfugiés n'est actuellement disponible pour les réfugiés palestiniens: rapatriement, acquisition de la nationalité du pays hôte ou réinstallation dans un État tiers. D'un autre côté, l'UNHCR est généralement capable de résoudre les situations des réfugiés autour du monde après une certaine période de temps; le rapatriement dans le pays d'origine étant la meilleure des possibilités. En conséquence, l'UNHCR a remporté de nombreux succès : en ancienne Yougoslavie, à Chypre, en Namibie et plusieurs autres zones de crises à l'échelle mondiale. Un problème de réfugiés qui perdure pendant des décennies est l'exception, et non pas la règle.

Mythe: L'UNRWA soutient une infrastructure de terreur dans ses rangs

FAIT: L'UNRWA maintient des normes de conduite strictes pour son personnel et pour l'utilisation de ses installations. En ce qui a trait au comportement du personnel pendant et hors des heures de travail, l'UNRWA possède une liste exhaustive des « Règles et règlements du personnel » qui dicte les activités acceptables de son personnel, indépendamment de l'endroit et du moment que de telles activités ont lieu. Lorsqu'une activité militaire ou politique jugée inappropriée se produit, l'UNRWA est reconnue pour prendre rapidement des mesures disciplinaires. En ce qui concerne l'embauche du personnel, l'UNRWA dispose d'un processus de vérification utilisé par le personnel des départements et, dans plusieurs cas, permet aux gouvernements hôtes de vérifier, voire d'opposer leur veto, les décisions d'embauche. De plus, l'UNRWA divulgue le nom de chacun des membres de son personnel aux gouvernements hôtes (incluant l'Autorité Palestinienne (AP) et Israël). La liste des employés de l'UNRWA est aussi vérifiée en comparaison à la liste contre le terrorisme maintenue par l'ONU. L'UNRWA maintient des normes de conduite professionnelle compatibles avec celles des fonctionnaires internationaux et exige de tout son personnel de se mesurer aux normes documentées d'impartialité.^{4 5}

Comme les autres agences de l'ONU, l'UNRWA n'embauche pas les employés en fonction de leurs vues politiques, mais s'attend néanmoins à ce qu'ils fonctionnent sur la base de principes, de manière professionnelle et impartiale, et qu'ils fournissent un service « indemne des pressions politiques externes »⁶. À ce propos, le commissaire général de l'UNRWA Peter Hansen annonçait en 2004 que des membres du Hamas seraient probablement employés par l'agence. Comme l'agence l'a affirmé, l'UNRWA ne cherche pas à « surveiller les croyances de son personnel » par ses politiques, mais à « surveiller son comportement ».⁵

L'UNRWA maintient également un contrôle serré quant à l'usage de ses installations, que ce soit à l'usage interne ou par des entités externes. En plus des contrôles sévères quant à l'utilisation des installations de l'UNRWA, certains programmes en Cisjordanie et à Gaza permettent d'employer spécifiquement des individus, incluant des ressortissants étrangers, et qui sont chargés de visiter les installations de l'UNRWA pour assurer leur usage adéquat.^{7 8}

Mythe: L'UNRWA ignore l'activité militante dans les camps de réfugiés

FAIT: L'UNRWA ne dirige pas les camps de réfugiés. L'UNRWA fournit simplement des services aux réfugiés, dont le tiers vit dans des camps. Non seulement l'UNRWA n'a jamais possédé de mandat pour administrer les camps, mais l'organisation ne possède pas les mesures de renforcement et de sécurité nécessaires pour le faire. Cette responsabilité revient aux pays hôtes de ces camps ou encore à Israël qui, depuis 1967, a maintenu diverses formes de contrôle sur plusieurs camps de la Cisjordanie et de Gaza (par exemple, les sept camps dans les secteurs « B » et « C » de la Cisjordanie et du grand Jérusalem demeurent sous le contrôle israéliens).⁹

Mythe: La supervision des fonds de l'UNRWA n'est pas adéquate

FAIT: L'UNRWA fournit des rapports réguliers tant sur les opérations en cours que celles d'urgence. Ces rapports offrent une vue complète des populations des réfugiés palestiniens desservies et l'attribution des fonds aux programmes. À la demande du Congrès des États-Unis, en 2003 et 2009, le *General Accountability Office* (GAO) a publié des audits analysant le niveau de conformité de l'UNRWA avec les agences d'aide américaines dans le but d'assurer qu'aucune des aides financières américaines ne tombent entre les mains de terroristes ou de groupes terroristes. Aucun des audits ne montra que des fonds étaient versés aux terroristes par le biais de l'UNRWA. Bien que les deux rapports aient identifié des moyens d'améliorer le contrôle des aides monétaires, les améliorations dépendent en grande partie d'instructions plus détaillées de la part des agences humanitaires américaines à leurs homologues de l'UNRWA.¹⁰

Mythe: L'UNRWA encourage une culture de dépendance chez les réfugiés palestiniens

FAIT: En dehors des situations d'urgence, l'UNRWA ne fournit de l'assistance alimentaire ou directe qu'à 5.7 pour cent de la population de réfugiés.¹¹ Plusieurs analyses externes sur l'UNRWA ont été conduites et ont successivement indiqué que ce sont les réfugiés les plus vulnérables qui ont bénéficié des programmes. Une des études les plus complètes, conduite par des Norvégiens, a conclu que « l'UNRWA a un effet de démocratisation en offrant un filet de sécurité aux groupes vulnérables. À long terme, cela voulait dire que les groupes de réfugiés vulnérables de partout sauf au Liban avaient un revenu de base équivalent à celui des autres réfugiés moins vulnérables »¹². Pour sa part, l'UNRWA affirme que plutôt que de favoriser la dépendance, « l'éducation et les services de santé fournis par l'UNRWA ont permis à la grande majorité de la population de réfugiés de devenir des membres autosuffisants de leurs communautés locales »¹³. L'UNRWA mentionne aussi son important et prospère programme de microcrédit qui encourage l'indépendance et l'autosuffisance.

¹ UNRWA serves a population of 4.7 million refugees, 1.4 million of whom live in 58 registered UNRWA refugee camps. UNRWA provides education, health, relief and social services to Palestinian refugees in Jordan, Syria, Lebanon, Gaza and the West Bank. See also CJPME's factsheet #72, "UNRWA, History and Context" and CJPME's factsheet #8, "The 'Right of Return' for Palestinians"

² Resolution 302 (IV), Assistance to Palestine Refugees, UN General Assembly, Dec. 8, 1949, para. 1, 5

³ United Nations High Commissioner for Refugees. (2002) "Note on the Applicability of Article 1D of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees to Palestinian refugees", *International Journal of Refugee Law*, vol.14, no.2/3, p. 451

⁴ See "Foreign Assistance: Measure prevent inadvertent payments to Terrorists under Palestinian Aid Programs Have Been Strengthened, but Some Weaknesses Remain," *US General Accountability Office*, May, 2009. pp. 25-28, 44-46

⁵ See "Setting the record straight," an UNRWA article describing organizational processes within the agency at <http://www.un.org/unrwa/allegations/index.html>, accessed Jan. 25, 2010

⁶ Ibid.

⁷ Ibid. "Foreign Assistance: Measures to prevent inadvertent payments to Terrorists under Palestinian Aid Programs Have Been Strengthened, but Some Weaknesses Remain," p. 46

⁸ See, for example, the reference to the 450 formal inspections (and even more numerous informal inspections) of UNRWA facilities mentioned in "UNRWA Emergency Appeal 2008: Thirty Fourth Progress Report: January – June 2008," UNRWA, May 7, 2009. See also "Foreign Assistance: Measure prevent inadvertent payments to Terrorists under Palestinian Aid Programs Have Been Strengthened, but Some Weaknesses Remain," p. 28

⁹ Ibid., "Setting the record straight"

¹⁰ Ibid. "Foreign Assistance: Measure to prevent inadvertent payments....," Highlights

¹¹ Ibid. "Setting the record straight"

¹² Blome-Jacobsen, Laurie (ed.). 2003. "Summary Report: UNRWA's Financial Crisis and Refugee Living Conditions," FAFO, page 59.

¹³ Ibid., "Setting the record straight"